



Le compte bancaire de l'UJFP clôturé sans explication

Description

L'agence Média Palestine s'est entretenue avec Pierre Abécassis, membre de la coordination nationale de l'Union Juive Française pour la Paix, qui a vu son compte au Crédit Coopératif clôturé sans motif ni explication.

Par Agence Média Palestine, le 19 août 2025



« Un beau matin au mois de novembre 2024, le Crédit Coopératif (CC) nous a annoncé par courrier sa décision de fermer notre compte, sans explication. »

Cliente depuis plus d'une vingtaine d'années, l'Union Juive Française pour la Paix (UJFP) a été très surprise de cette décision, et a passé les mois suivants à exiger des explications, et à négocier un délai afin de ne pas se voir contrainte d'interrompre ses activités en tant qu'association et notamment les envois à destination de son réseau de solidarité à Gaza.

« Pour seule réponse, la banque nous a notifié qu'elle ne pouvait pas nous répondre, et qu'il relevait de la seule volonté des banques de garder ou non un client. Après des recherches, nous avons appris qu'il y a deux cas dans lesquels une banque peut prendre la décision de fermer un compte : des soupçons de blanchiment d'argent en rapport des activités illégales comme le trafic de drogue ou humains, ou le financement du terrorisme. »

« Au vu du contexte politique, on suppose que c'est la deuxième option, bien que cela soit parfaitement infondé. Nous sommes une association loi 1901 tout fait respectueuse de la loi. »

Après des mois de négociation, le CC a fini par clôturer définitivement le compte. L'UJFP a heureusement eu le temps de faire les démarches nécessaires à l'ouverture d'un nouveau compte dans une autre banque, permettant la poursuite de ses activités et le maintien de [sa cagnotte en ligne](#), mais n'entend pas laisser cette affaire sous silence.

À travers un communiqué et une vidéo, l'association annonce cette décision arbitraire comme une entrave à la solidarité avec le peuple palestinien. « Pour l'instant, nous n'appelons pas à un boycott ou une action collective. Nous attendons de voir ce qui est possible de faire au niveau juridique et politique », nous explique Pierre Abécassis.

« Nos adhérents sont scandalisés, mais ce que nous voulons surtout savoir, ce sont les motifs réels de cette fermeture de compte. »

« Les personnes qui travaillent dans les banques sont des êtres humains comme vous et moi, qui ont des opinions politiques » explique Pierre Abécassis : « ce peut être des sionistes qui n'apprécient pas qu'on envoie de l'argent à Gaza. L'autre hypothèse serait qu'ils et elles répondent à des injonctions. De qui, on l'ignore : de l'État, des milieux pro-israéliens ? On ne peut que faire des hypothèses ».

Cette affaire fait toutefois écho à d'autres, peu médiatisées, dans lesquelles des associations de solidarité avec la Palestine ont connu des difficultés pour ouvrir un compte ou effectuer certaines opérations, nous confie Pierre Abécassis. « Le seul mot à Palestine d'orange » affirme-t-il.

Une activité vitale suspendue

« L'UJFP soutient depuis 2016 des paysans de Gaza et leur a permis à travers la solidarité française, de construire un château d'eau, irriguer des champs, construire une pépinière. Ce soutien est lié au fait que Gaza est sous blocus, mais c'est un blocus illégal qui ne concerne donc pas l'État français. Il est donc tout ce qu'il y a de plus illégal que d'y envoyer de l'argent. »

« Nous travaillons avec notre réseau sur place pour permettre aux paysans d'exercer leur métier, en réponse au blocus israélien. Puisque Gaza était assiégée, l'agriculture était essentielle. La terre de Gaza est fertile, à condition qu'il y ait de l'eau : nous avons donc construit, grâce aux dons récoltés en France, un château d'eau à Gaza. »

« Depuis le 7 octobre 2023, le château d'eau a été détruit mais notre réseau persiste. Nous avons continué sans relâche à envoyer des dons pour répondre à l'urgence : achat de tentes, de matériel hygiénique, de toilette chimiques, tout ce qu'on pouvait, et qui pouvait être trouvé, en matière de survie. Et les paysans ont même réussi à re-cultiver des parcelles ! »

« Maintenant, nous avons changé de banque et les dons continuent à arriver ; nous avons trouvé de nouveaux circuits pour faire parvenir l'argent nécessaire à assurer des repas, à proposer des ateliers psychologiques et à faire donner quelques cours aux enfants et adolescents. On trouve des solutions, mais qui sont fragiles. Notre priorité, c'est d'envoyer de l'argent à Gaza. »

« Le Crédit coopératif se présente comme une banque progressiste, attachée aux droits de l'homme : stopper notre action, en plein génocide, est l'exact opposé de ces valeurs ».

date créée

2025/08/19